

Discours L'AMAR et Droit de Rester Neuchâtel – Manifestation « Justice climatique, justice sociale » - 04.09.2020 – [Infos manifestation](#)

Nous nous exprimons au nom des associations Droit de Rester Neuchâtel et L'AMAR, actives dans la défense des droits des personnes migrantes. Nous sommes ici aujourd'hui car nous sommes convaincu-e-s que justice climatique et justice sociale ne peuvent pas aller l'un sans l'autre. Les responsables de l'empoisonnement des champs et des océans, de la dégradation de nos conditions de vie en général, des déplacements forcés de populations entières, des milliers de morts sur la route de l'exil et en Méditerranée ou encore de l'errance de jeunes sans futur en Europe, font partie d'un même système.

Ce sont les riches qui culpabilisent les consommateurs alors qu'eux-mêmes voyagent en jet privé. Ce sont les multinationales avec leur siège en Suisse qui polluent le reste de la planète, exploitent des femmes dans des usines de textile en Ethiopie ou au Bangladesh ou des enfants dans des mines au Congo. Ce sont les partis politiques xénophobes qui, à coups de fake news, essaient par exemple de nous faire croire que le bétonnage de la Suisse est dû à l'ouverture de nos frontières avec l'Europe. Ce sont nos états à la logique néo-libérale et les politiciens de tous bords qui continuent de défendre le capitalisme, l'« économie verte » et une vision de l'immigration « à la carte ».

Nous sommes ici aujourd'hui pour rappeler l'importance des questions sociales dans les luttes climatiques. Le changement de système doit s'accompagner d'avancées sociales et ne pas précariser davantage celles et ceux qui le sont déjà. Il est nécessaire de reconnaître le racisme, la xénophobie et les rapports de domination qui imprègnent notre société comme des problèmes.

La politique d'immigration est dirigée par des enjeux symboliques et économiques. On sélectionne celles et ceux qui nous sont « utiles » et on fait tout pour dissuader les autres de venir. On distille la haine en parlant des bon-e-s et des mauvais-e-s étranger-ère-s, de celles et ceux qu'on tolère et de celles et ceux qui soi-disant abusent et profitent. On ligue ainsi les personnes précarisées contre d'autres personnes précarisées et cela sert le système. La politique d'intégration se base aujourd'hui sur la logique du bâton et de la carotte. Et dans le domaine de l'asile, on enferme, on confine, on viole et on criminalise celles et ceux qui demandent protection. Au centre fédéral de Boudry, tout près d'ici, les fouilles sont systématiques, les horaires de sortie sont réduits, la liste des interdits est longue comme le bras, les règles sont infantilisantes. La discrimination y est institutionnalisée. On réduit les personnes à leur statut, à leur catégorie juridique en bafouant leur droit à la dignité et à la justice. La politique actuelle de ségrégation, de détention administrative et de renvoi doit immédiatement être substituée par un réel système d'accueil qui favorise les liens avec la société civile. La liberté de mouvement est un droit fondamental qui doit se concrétiser partout et pour tout le monde.

Nous disons non aux politiques d'exclusion, non à la déshumanisation des personnes migrantes et des personnes racisées, non à la culture de la peur de l'autre, non à la création de murs physiques et mentaux, non à des politiques qui créent des sous et des sous-sous catégories de la population.

Nous sommes ici aujourd'hui car nous en avons marre de la condescendance des autorités ! Elles sont incapables de remédier aux dégâts humains et écologiques que leurs politiques pourries engendrent ! Mais aussi car nous refusons de céder au sentiment d'impuissance général. Nous savons que c'est seulement toutes et tous ensemble que nous pouvons changer les choses et nous battre pour un futur social et écologique soutenable avec l'action politique et citoyenne et les actes de solidarité comme armes.

Décloisonnons nos luttes ! Droits égaux pour toutes et tous, personne n'est illégal-e !